

Débat de politique départemental

Au regard des inégalités salariales, que propose le Département aux « oubliés du Ségur » pour éviter les carences d'accompagnement des publics fragiles

Intervention de Laurent JACQUES

Le « Ségur de la santé » a beaucoup fait parler de lui, mais les solutions proposées ne sont pas à la hauteur, et cela dans plusieurs domaines.

Les professions médico-sociales ont été laissées pour compte au moment d'octroyer les revalorisations de salaires tant attendues par tous.

Dans les EHPAD, le manque d'effectifs se fait cruellement sentir alors même que les résidents sont de plus en plus dépendants dès leur arrivée dans ces établissements.

Concernant les effectifs dans les hôpitaux, nous avons tous constaté ces dernières semaines, notamment en Seine-Maritime, la fermeture de lits, voire de services entiers, faute de personnels en nombre suffisant.

La question de la formation des soignants se pose. Dans une région qui est depuis longtemps le parent pauvre de la santé, où les délais de rendez-vous chez un spécialiste sont souvent indécents, où l'on peine même à trouver un médecin référent en dépit des efforts des élus locaux, où il n'y a pas de fac dentaire, il est temps d'exiger plus, d'exiger mieux.

Les crédits annoncés pour la Normandie dans le cadre du Ségur sont un début de réponse. À titre d'exemple, la mobilisation des élus de terrain avait permis dans un premier temps de sauver les urgences de l'hôpital d'Eu. Dans le cadre du Ségur, c'est la reconstruction de cet établissement et de son EHPAD qui sont prévus.

C'est appréciable, mais insuffisant. À ce jour, nous n'avons aucune garantie de la présence d'agents en nombre suffisant dans cet établissement, comme dans bien d'autres.

Les défaillances chroniques dans le monde de la santé, malgré la compétence et le dévouement des soignants et de manière générale, de celles et ceux qui prennent soin, ne peuvent que nous interpeler et, surtout, nous mobiliser. La mission première du Département est de prendre soin de ses habitants. Il doit donc être le premier à faire pression pour obtenir des avancées.

Je suis convaincu que notre expérience de terrain à toutes et tous ici, nous amène à partager ce point de vue, mais il me semble que beaucoup sont trop timides sur ce sujet.

Aussi, j'estime que l'absence d'une réaction énergique d'une grande majorité d'entre nous reviendrait à nous rendre complices, pour ne pas dire coupables, d'une perte de chance dans le domaine médical pour nombre de nos concitoyens et surtout pour les plus fragiles.